

André Julien MBEM

Jean Ping

Le diplomate et l'homme d'État



Grandes
figures
d'Afrique

L'Harmattan

Jean Ping

Le diplomate et l'homme d'État

Grandes Figures d'Afrique

Collection dirigée par André Julien Mbem

Les acteurs de la vie politique, intellectuelle, sociale ou culturelle africaine sont les axes majeurs de cette collection. Le genre biographique autour de personnalités marquantes de l'histoire contemporaine du continent africain reste à promouvoir. Et pourtant, depuis l'accession des pays africains à l'indépendance, en Afrique ou dans sa diaspora, des personnages d'une importante densité occupent la scène du monde et la quittent parfois sans que soient mis en récit, au besoin avec leur concours, leurs parcours. La collection Grandes Figures d'Afrique privilégie l'archive, le témoignage direct, en veillant autant que possible à l'authenticité du matériau historique.

BERNARD DADIÉ - Itinéraire d'un écrivain africain dans la première moitié du XX^{ème} siècle, Frédéric Lemaire.

LE PASTEUR ET LE PRÉSIDENT - Quand un homme d'Eglise et un homme d'Etat traitent d'un sujet d'actualité, Entretien entre Francis Michel Mbadinga et Omar Bongo Ondimba.

JOSEPH KI-ZERBO - Itinéraire d'un intellectuel africain au XX^{ème} siècle, Florian Pajot - Préface de Sophie Dulucq.

LE CARDINAL TUMI OU LE COURAGE DE LA FOI, Guy Ernest Sanga - Préface du Cardinal Carlo Maria Martini, Archevêque émérite de Milan.

LAURENT GBAGBO - L'intellectuel et le politique, André-Julien Mbem.

MUGABE, ROBERT GABRIEL - "Souillure" or not "Souillure" ?, René-Jacques Lique.

DJOUMESSI MATHIAS 1900-1966 - Un chef traditionnel nationaliste, acteur de la décolonisation et de l'indépendance du Cameroun, Pascal François Djoumessi, Gaëtan Martial Djoumessi.

ET DEMAIN LE TCHAD... VERBATIM - Mon expérience au cœur de l'Etat tchadien, Ali Abdel-Rhamane Haggar - Préface d'André-Julien Mbem.

ET L'AFRIQUE BRILLERA DE MILLE FEUX, Jean Ping.

JEAN-PIERRE NDIAYE - Afrique, passion et résistance, Jean-Pierre Ndiaye - Préface de Ibrahima Fall - Témoignage de Randy Westo.

André Julien MBEM

Jean Ping

Le diplomate et l'homme d'État

 **L'Harmattan**

Du même auteur

Mythes et réalités de l'identité culturelle africaine, L'Harmattan, Paris, 2006.

La quête de l'universel dans la littérature africaine.
De Léopold Sédar Senghor à Ben Okri, L'Harmattan, Paris, 2006.

L'Afrique au cœur de l'Europe. Quel projet pour le nouveau monde qui vient ?,
L'Harmattan, Paris, 2007.

Nicolas Sarkozy à Dakar. Débats et enjeux autour d'un discours,
L'Harmattan, Paris, 2007.

Et si l'Afrique était malade de « ces intellectuels » ?,
L'Harmattan, Paris, 2008

Obama, l'Islam et le Choc Des Civilisations, L'Harmattan, Paris, 2009.

Guide des Diasporas Africaines de France et du Codéveloppement,
L'Harmattan, Paris, 2008.

Laurent Gbagbo. L'intellectuel et le politique, L'Harmattan, Paris, 2010.

© L'Harmattan, 2016
5-7, rue de l'École-Polytechnique, 75005 Paris

<http://www.harmattan.fr>
diffusion.harmattan@wanadoo.fr

ISBN : 978-2-343-09798-5
EAN : 9782343097985

SOMMAIRE

Avant-propos	7
Chapitre. I Le Gabon que laisse Omar Bongo Ondimba	15
Chapitre. II Jean Ping, le Gabon et la Paix	31
Chapitre. III Repenser l’alternance démocratique et promouvoir la bonne gouvernance.....	47
Chapitre. IV Relever le défi de la paix et de la sécurité : « Vivre à l’abri de la peur »	71
Chapitre. V Relever le défi de la création des richesses pour tous : « Vivre à l’abri du besoin »	91
Chapitre. VI L’Afrique et la crise de la gouvernance mondiale.....	113
Chapitre. VII La tragédie libyenne et les leçons de l’Histoire	121
Chapitre. VIII L’impératif de la réflexion prospective et stratégique : le Gabon et l’Afrique de demain.....	141
Chapitre. IX Perspectives pour une gouvernance globale : « la gestion partagée des affaires internationales »	165
Annexes	183
Intervention du Dr Jean Ping : « L’Afrique au risque de son union »	185
Le projet de société	205
Un homme, un parcours	221
Bibliographie.....	225

Avant-propos

La candidature de Jean Ping à la Présidence de la République du Gabon est digne d'intérêt à plusieurs égards pour de nombreux observateurs de la scène politique africaine. En effet, depuis la création de l'Organisation de l'Unité Africaine à Addis-Abeba en 1963 jusqu'à l'avènement de l'Union Africaine en 1999 à Syrte en Libye, un Secrétaire Général ou un Président de la Commission n'ont jamais fait acte de candidature à la magistrature suprême dans leur pays au terme de leur mandat à la tête de cette institution panafricaine. Le Secrétaire Général de l'Organisation de l'Unité Africaine ou le Président de la Commission de l'Union Africaine, ont souvent occupé dans leurs pays d'origine les fonctions de ministre des Affaires étrangères, comme ce fut d'ailleurs le cas pour Jean Ping au Gabon sous la présidence d'Omar Bongo Ondimba.

Ils ont ensuite quasiment tous quitté la scène diplomatique ou politique après leur départ d'Addis-Abeba. En revanche, il s'est déjà agi pour un ancien Président de la République de vouloir continuer à peser dans la conduite des affaires du monde en briguant ce poste, à l'instar de l'ancien chef d'Etat malien Alpha Oumar Konaré, prédécesseur de Jean Ping à la présidence de la Commission de l'Union Africaine de 2004 à 2008.

Durant quatre décennies de présence ininterrompue dans les plus hautes sphères de l'Etat gabonais et de la diplomatie mondiale, Jean Ping n'aura pas été qu'un homme de dossiers. Il aura aussi été un homme de plume. Ainsi, à plusieurs reprises et depuis une quinzaine d'années, il a pris sa plume pour commettre des essais, des analyses, des contributions académiques sur le Gabon, l'Afrique et les grands enjeux planétaires. Après son départ de la présidence de la Commission de l'Union Africaine, il publie en 2014 un ouvrage dont le titre fait toujours écho à l'actualité internationale et continue de

susciter débats et controverses, *Eclipse sur l'Afrique. Fallait-il tuer Kadhafi ?*¹ Dans cet ouvrage, Jean Ping s'exprime avec une liberté de ton inhabituelle chez un diplomate de son rang quoique d'ores et déjà, à certains égards, il est délié de la sacrosainte obligation de réserve.

« À l'ère des idéaux de justice internationale et d'actions humanitaires, il est impératif d'empêcher les atrocités de masse et de s'opposer aux idéologies tyranniques. Mais, pour y parvenir, la solution n'est-elle que militaire ? Le salut ne passe-t-il que par de lointaines expéditions punitives et des guerres humanitaires ? L'histoire en général et les nombreuses guerres impériales en particulier n'ont-elles pas prouvé à suffisance le contraire ? Telle est la question essentielle soulevée dans cet essai. Autrement dit, faut-il, au nom de l'humanité, ajouter allégrement et sans discernement des bombes aux bombes, des morts aux morts, des atrocités aux atrocités, des crimes de guerre aux crimes de guerre, au risque de conduire la planète, où tout le monde se réarme, au chaos et à la guerre généralisée ?

À cet égard, l'Afrique a été plus que bousculée durant les deux décennies passées, et particulièrement au cours de l'année 2011, marquée par de très rudes et douloureuses épreuves, tant au plan politique que du point de vue économique. En effet, cette année-là, le vent de l'histoire s'est de nouveau levé, un mauvais vent chargé d'orages et de tempêtes avec notamment les crises en Libye et en Côte d'Ivoire. Et, à l'occasion de ces deux conflits, beaucoup d'Africains ont eu le sentiment de devoir subir, malgré plus d'un demi-siècle d'indépendance, la vieille politique européenne de la canonnière et de la vengeance qui privilégiait l'usage systématique et exclusif de la force au détriment des moyens non militaires pour résoudre les crises africaines.

¹ Jean Ping, *Eclipse sur l'Afrique. Fallait-il tuer Kadhafi ?*, Michalon Editeur, Paris, 2014, 222 pages

Pour mieux comprendre les réactions des Africains, il convient de rappeler, sans pour autant chercher à revenir sur les brûlures du passé, que le continent noir, colonisé par l'Europe au nom "du droit et du devoir de civiliser les races inférieures" était, il y a seulement 150 ans, sous le joug de l'esclavage et de la traite négrière, et que, il y a 50 ans à peine, c'était encore le régime colonial des travaux forcés, de l'apartheid et de l'humiliation. Selon Michel Rocard, ancien Premier ministre français, tout se passe encore "comme si les anciens esclavagistes et anciens colonisateurs étaient devenus, en un demi-siècle, de rigoureux donneurs de leçon de morale civique et publique". Bien plus, ils ne se contentent pas simplement de donner des leçons, mais prennent l'habitude de s'engouffrer dans chaque brèche pour tenter de faire prévaloir par tous les moyens leur seul bon vouloir ».²

En plus de ses libres propos sur l'actualité internationale, voici que l'ancien Président de la Commission de l'Union Africaine retourne dans son pays au terme de son mandat, s'oppose frontalement au chef de l'Etat en place et lui oppose un projet de société alternatif à l'élection présidentielle, soutenu dans sa démarche par une coalition de formations politiques et d'organisations de la société civile. Si Jean Ping doit en partie sa nomination à la présidence de la Commission de l'Union Africaine à l'entregent et à l'influence diplomatique du défunt Président gabonais Omar Bongo Ondimba, l'actuel candidat à la Présidence de la République la doit aussi et surtout à sa longue et prestigieuse carrière dans les plus hautes sphères de l'Etat gabonais (Ministre d'Etat, de la Coopération, des Affaires Etrangères et de la Francophonie de 1997 à 2007) et de la diplomatie mondiale ; avec entre autres étapes marquantes la présidence du Groupe Africain de l'UNESCO (1980-1983), la présidence de l'OPEP (1993), la présidence du Conseil des Ministres du Groupe «Afrique-Caraïbes-Pacifique» (1997-1998),

² Ibid. PP.7-9

Gouverneur de la Banque Mondiale (1997-1998), la présidence de la 59^e session de l'Assemblée Générale des Nations Unies (2004-2005).

Nous tenterons de remonter le cours de la longue et discrète maturation de la vision du Gabon et de l'Afrique de Jean Ping, et pour paraphraser le poète Aimé Césaire, jusqu'à son « retour au pays natal » ; non pas pour se la couler douce dans son village natal à Omboué, au sud de Port-Gentil, mais pour présider à la construction d'un Gabon « à l'abri de la peur et du besoin », comme il le proclame dans son projet de société à la suite du Président américain Franklin Delano Roosevelt, qui considérait ces libertés comme deux des quatre libertés fondamentales de l'être humain avec la liberté d'expression et la liberté de religion.

Plus d'une décennie avant de faire acte de candidature à l'élection présidentielle et bien des années avant son élection à la présidence de la Commission de l'Union Africaine, Jean Ping a développé une vision bien assumée du Gabon, de l'Afrique et du monde. L'exemple le plus illustratif de notre propos est son slogan de campagne qui est aussi l'intitulé de son projet de société : « *Le Gabon à l'abri de la peur et du besoin* ». Deux des chapitres de son ouvrage paru en 2009, *Et l'Afrique brillera de mille feux*³, s'intitulent respectivement « *Vivre à l'abri de la peur* »⁴, « *Vivre à l'abri du besoin* »⁵

Jean Ping a soutenu le 17 avril 1975 à l'Université Paris-I Panthéon Sorbonne une thèse de doctorat d'Etat intitulée *L'économie du Gabon : développement ou emprise de structure ?*, sous la direction de René Passet⁶. Déjà en 1970, au

³ Jean Ping, *Et l'Afrique brillera de mille feux*, Harmattan, Paris, 2009, 299p.

⁴ Ibid. P. 143

⁵ Ibid. P.175

⁶ Professeur émérite à la Sorbonne, René Passet est un spécialiste de l'économie du développement, premier président du conseil scientifique du mouvement altermondialiste ATTAC. Il est aussi le théoricien de la bioéconomie, autrement dit une relecture de

sein de la même université parisienne, il intitule son mémoire de DESS *Quelques facteurs externes du freinage de la croissance au Gabon*.

Après dix années d'expérience gouvernementale au Gabon, Jean Ping publie en 2002 *Mondialisation, Paix, Démocratie et Développement en Afrique : l'expérience gabonaise*⁷. En charge de la diplomatie gabonaise de 1999 à 2007, après son passage à la tête de plusieurs ministères régaliens, il revient dans cet essai sur les mutations profondes qui ont suivi dans la plupart des pays africains « ouragan » suscité par l'effondrement des pays communistes de l'Est de l'Europe et du Mur de Berlin, le diktat du Consensus de Washington pour l'ouverture des économies des pays africains au néolibéralisme à tout crin, le démantèlement du rôle régulateur de l'Etat dans de nombreux secteurs de souveraineté et la paupérisation subséquente des populations africaines. En 2009, Président de la Commission de l'Union Africaine depuis 2008, il publie un ouvrage au titre résolument optimiste, *Et l'Afrique brillera de mille feux*, mais précise d'emblée qu'il n'engage nullement dans ce nouvel essai l'institution panafricaine.

«Le présent ouvrage, dont les dernières corrections ont été apportées en janvier 2009, a été écrit pour l'essentiel après la période où j'ai assumé les fonctions de Président de l'Assemblée Générale des Nations-Unies et avant ma nomination à la tête de la Commission de l'Union Africaine. Les propos et les idées qui y sont émis n'engagent en aucune façon ces deux prestigieuses institutions ni d'ailleurs mon pays, le Gabon. Ils sont le fruit

l'économie classique qui intègre les exigences liées à la préservation de la biodiversité et des équilibres essentiels de la vie humaine.

⁷ Jean Ping, *Mondialisation, Paix, Démocratie et développement en Afrique : l'expérience gabonaise*, Harmattan, Paris, 2002, 213P.

d'une réflexion personnelle destinée à alimenter le débat africain». ⁸

Dans chacun des ouvrages de Jean Ping, que ceux-ci aient pour sujet de réflexion le Gabon ou pas, il ne manque jamais au détour d'une argumentation ou d'un exemple de faire référence à son pays, quelles que soient les fonctions occupées au moment où il s'exprime. Qu'un très haut commis de l'Etat en Afrique encore en fonction et qui plus est à des charges aussi éminentes que celles de ministre des Affaires étrangères de son pays ou de Président de la Commission de l'Union Africaine, fasse le choix de s'exprimer dans des ouvrages sur des sujets cruciaux de l'actualité africaine et mondiale est un fait rarissime sur ce continent. Les collaborateurs du prince ne s'expriment sur les affaires de l'Etat ou du monde, au mieux qu'au nom du chef ou sur ses « très hautes instructions », au pire pour conjurer la dureté de la disgrâce présidentielle.

Les leaders politiques africains des premières années des indépendances étaient pourtant prolixes. C'est à Ruben Um Nyobe, Léopold Sédar Senghor, Kwame Nkrumah, Julius Nyerere, Sékou Touré, Jomo Kenyatta ou plus récemment Nelson Mandela, pour ne citer que ces grandes figures de l'histoire du continent africain, que nous devons les classiques de la littérature politique africaine. Certes, des femmes et des hommes politiques africains publient de plus en plus, mais c'est souvent à l'approche d'échéances électorales qu'ils se découvrent une âme d'écrivain. Mon métier d'éditeur m'a permis de m'en rendre aisément compte. En outre, ces publications sont davantage des tracts politiques, le manifeste d'une formation politique, le « projet de société » d'un candidat ou ce qui est présenté comme tel. C'est singulièrement à la veille des élections présidentielles que ces politiques, en quête de respectabilité intellectuelle et politique, approchent imprimeurs ou éditeurs

⁸Voir supra, P.7

pour se voir auréolés dans les médias après publication du titre «d'écrivain» qui est loin d'être négligeable aux yeux d'une partie de l'opinion publique.

Or, nous pensons que pour la clarté et la vitalité du débat démocratique en Afrique, les politiques doivent s'exprimer en tout temps sur divers sujets de société ; non pas seulement à l'approche d'échéances électorales majeures ou dans ces émissions radiotélévisées où les échanges parfois cacophoniques et les arguments *ad hominem* sont des obstacles au jaillissement de l'étincelle de vérité utile à l'édification des sociétés africaines. La publication permanente d'ouvrages sur des sujets d'importance en vue de la transformation sociale et pour le progrès collectif est plus que jamais attendue des politiques africains. C'est la démarche que privilégie Jean Ping.

Lorsqu'il soumet en 2009 à notre comité de lecture son second manuscrit, la disponibilité et le sens de l'écoute de l'auteur ont considérablement facilité notre travail éditorial. En plus de sa disponibilité à l'endroit des médias, Jean Ping n'a eu de cesse d'encourager les milieux universitaires africains, ceux du continent comme de la diaspora à créer des *think tanks*, et à s'y retrouver autant que possible afin d'ébaucher des voies nouvelles pour le développement de l'Afrique, à l'instar de ce qui se fait aux Etats-Unis ou en Corée du Sud. Dans chacun de ces pays, constate-t-il, l'agenda que lui préparaient les autorités des pays hôtes dans le cadre de ses missions internationales comportait toujours un débat avec une société savante. Lorsqu'à la CADE⁹ et à l'Académie Diplomatique Internationale¹⁰, nous

⁹ Créée à Paris en 1995, la CADE est un *think tank* qui suscite des débats de fond et des regards prospectifs sur les questions africaines. Voir www.afrique-demain.org

¹⁰ L'Académie Diplomatique Internationale est un centre de réflexion et de débat diplomatique créé à Paris en 1926. Elle se propose de promouvoir une diplomatie moderne par la compréhension, l'analyse et l'anticipation des dynamiques émergentes. Sous l'impulsion de son ancien secrétaire général, l'Ambassadeur Jean Claude Cousseran, l'ADI a marqué un intérêt accru depuis 2009 pour le débat sur les

lui avons proposé de venir s'exprimer sur l'état de l'Union Africaine, faisant escale à Paris au retour d'un sommet du G20, il prononcera une conférence sur le thème «L'Afrique au risque de son union»¹¹.

Nous évoquerons le diplomate et l'homme d'Etat, en donnant la parole prioritairement à Jean Ping, à travers l'abondante littérature politique et économique qu'il a publiée mais que nous pourrions relire au prisme de notre propre regard ou des conjonctures de l'Histoire. Nous irons à la rencontre d'un homme et de son projet pour le Gabon et l'Afrique. Il ne s'agira donc pas ici d'une biographie au sens généalogique ou psychosociologique, même si nous pourrions évoquer ici ou là des faits anecdotiques ou d'ordre privé qui n'ont cependant guère vocation à prendre le pas sur le décryptage des idées.

mutations en cours sur le continent africain.
www.academiediplomatique.org

¹¹ Voir Annexes

Chapitre I

Le Gabon que laisse Omar Bongo Ondimba

Lorsque décède Omar Bongo Ondimba en 2009 dans une clinique de Barcelone, c'est de très nombreux responsables politiques en Afrique et en France, tous bords politiques confondus, qui portent le deuil de celui que ses proches appelaient affectueusement OBO. Certains pleurent la disparition de l'infatigable négociateur qui n'hésitait jamais à mettre sa science des hommes et des affaires politiques africaines au service de la paix, chaque fois qu'il fallait éteindre l'un des innombrables « brasiers » que le continent africain a connus depuis l'accession de ses Etats à l'indépendance. D'autres, à Paris comme dans de nombreux Etats africains, déplorent la disparition du « bienfaiteur » hors normes qui ne perdait pas de vue que l'homme politique ne vit pas que d'idéologies mais aussi...de pain. Mais pour les Gabonais et l'ensemble de la communauté internationale, la succession d'Omar Bongo Ondimba charrie toutes les interrogations et les supputations. Car on ne remplace pas Omar Bongo Ondimba. Sa magistrature à la tête de l'Etat gabonais aura été la rencontre d'un personnage singulier et de moments singuliers de l'histoire du Gabon, de l'Afrique et du monde.

Président de la République en 1967 à l'âge de 32 ans, le jeune Albert Bernard Bongo succède à Léon Mba, premier chef d'Etat du Gabon indépendant. Pour la France, le Gabon et la Côte d'Ivoire de Félix Houphouët-Boigny sont les deux pays phares de son pré carré. Ces deux pays sont dotés d'immenses richesses naturelles et le Gabon, à l'instar d'autres Etats pétroliers de la région Afrique Centrale, contribue à asseoir l'indépendance énergétique de la France. Entre les prétentions léonines de l'ancienne métropole coloniale et les impératifs de développement de leurs pays où tout est à bâtir, ces chefs d'Etat africains se doivent de trouver le juste équilibre dans un contexte mondial où la Guerre froide fait obligation à chaque Etat, dans les faits, de choisir son camp, fut-il « non-aligné ».

Sous Omar Bongo Ondimba, le Gabon aura été l'un des rares Etats en Afrique qui n'aura pas connu de coup d'Etat, à l'inverse de nombreux Etats voisins. Au plan interne, Omar Bongo

Ondimba fait néanmoins face à une opposition politique. Mais comme ce fut le cas pour les forces politiques d'opposition de la plupart des pays africains de cette époque, les opposants gabonais expriment leurs désaccords au régime en place depuis l'étranger, notamment en France. Ils sont à la fois inaudibles et invisibles, car les innombrables plateformes numériques actuelles n'existent pas encore et la diffusion de l'information audiovisuelle ou de la presse papier est aisément et strictement encadrée. Les années 70-80 sont aussi marquées par une fabuleuse flambée des cours sur les marchés des matières premières et du pétrole en particulier. Membre de l'Organisation des Pays Exportateurs de Pétrole et disposant de réserves colossales d'or noir, le Gabon en tire des dividendes significatifs. Comme dans la plupart des pays africains exportateurs de matières premières, cette affluence de capitaux dans les caisses du petit «émirat» facilite la consolidation du consensus idéologique à l'intérieur du parti unique et le musellement des expressions politiques dissidentes.

Et pourtant, le début des années 90 ne sera pas de tout repos pour Omar Bongo Ondimba. Trois faits notables vont durablement ébranler les pouvoirs en place en Afrique francophone et le Gabon n'en sera pas épargné : la faillite du communisme soviétique et la déferlante du Vent d'Est qui emportera sur son passage le Mur de Berlin, l'ouverture des économies africaines au diktat du Consensus de Washington, la dévaluation du franc CFA.

L'effondrement de l'URSS et de ses pays satellites signe de fait la fin de la guerre idéologique entre les blocs capitaliste et communiste pour asseoir une suprématie mondiale. Dans l'Union Soviétique de Mikhaïl Gorbatchev on parle désormais de «Glasnost» et de «Perestroïka». La longue guerre froide entre les deux superpuissances aura causé des dizaines de millions de morts à travers la planète et l'Afrique a payé l'un des tributs les plus lourds à ce conflit qui lui aura été imposé à l'aube des indépendances, à un moment crucial de son histoire où elle était censée mobiliser ses ressources naturelles et humaines pour le

développement de ses jeunes Etats. La fin de la guerre froide signifiait pour certains la fin de tout conflit planétaire, ce d'autant plus que le bloc de l'Est n'avait plus les moyens de s'opposer au bloc de l'Ouest qui voyait s'ouvrir devant lui des perspectives radieuses. Une ère nouvelle de liberté, de démocratie et de coexistence pacifique semblait s'ouvrir au profit de tous les peuples de la planète. Le glas des régimes autoritaires et tyranniques semblait avoir sonné et l'effondrement du Mur de Berlin, diffusé en direct et en mondovision, en était l'illustration la plus emblématique.

Pour le Gabon d'Omar Bongo Ondimba comme pour de nombreux autres pays d'Afrique, voués depuis trois décennies à servir de terrains d'affrontements idéologique et militaire aux protagonistes de la Guerre froide, l'heure des mutations radicales avait sonné; non pas pour le triomphe de l'idéal de «paix perpétuelle» qu'Emmanuel Kant anticipa au Siècle des Lumières. Bref, après le temps des grandes espérances vint le temps des grosses désillusions.

En effet, sous le prétexte de répandre la démocratie, de permettre aux peuples opprimés aux quatre coins de la planète d'accéder aux droits humains fondamentaux et de créer la richesse pour tous par la libération des énergies et des intelligences, la doctrine néolibérale imposa comme normes de bonne gouvernance parmi d'autres, l'abandon par les Etats africains de leur rôle régulateur et de leur souveraineté sur des pans entiers de l'économie au profit des forces «autorégulatrices» du marché, dans un cadre normatif qui aura comme pierres d'angle le pluralisme politique et les libertés d'expression, et maîtres d'œuvre le Fonds Monétaire International et la Banque Mondiale.

Pays moteur de la construction européenne et membre permanent du Conseil de Sécurité des Nations Unies, la France invitera les pays africains, en particulier ceux de son pré carré, à procéder chacun, sans tarder, à son inéluctable *aggiornamento*. S'adressant aux chefs d'Etat africains réunis à La Baule dans le cadre du sommet France-Afrique, François Mitterrand ira

jusqu'à conditionner l'aide de la France aux progrès qu'auront réalisés les Etats demandeurs en termes de démocratisation et de « bonne gouvernance ».

Ambassadrice des pays de son pré carré africain auprès des institutions de Bretton Woods, la France, sous l'impulsion de son Premier Ministre Edouard Balladur, décidera quatre ans plus tard en 1994 la dévaluation du FCFA pour, dit-on alors, renforcer la compétitivité des économies des pays de la zone franc. Déjà mis à mal par les Politiques d'Ajustement Structurel (PAS) du Fonds Monétaire International, ces Etats seront contraints la mort dans l'âme comme aujourd'hui la Grèce d'Alexis Tsipras, d'imposer à leurs populations en voie de paupérisation accélérée des diminutions drastiques de salaires et la suppression d'acquis sociaux vitaux.

Le Gabon nouveau que doit gérer Omar Bongo Ondimba sera traversé par de violentes secousses qui auront conduit le pays au bord de l'implosion. Mais ce Gabon-là, note Jean Ping au début des années 2000, demeurera un des rares « îlots de paix » grâce au leadership de son Président.

«Pourtant, dans cette Afrique de violence et de haine, un tout petit nombre de pays parmi lesquels le Gabon fait figure d'exception. Le Gabon est en effet l'une des très rares nations à être encore en paix à l'intérieur de ses frontières, tout comme avec ses voisins, puisqu'il n'a jamais connu de guerre : ni guerre d'indépendance, ni guerre contre un autre Etat, ni guerre civile. Naturellement, cette situation atypique n'est pas le fruit du hasard. Elle ne s'est pas créée ex-nihilo. Elle est la conséquence de ses propres efforts. En effet, de manière constante et non circonstancielle, le Gabon a toujours prôné et favorisé le dialogue, la concertation et la participation tant à l'intérieur qu'à l'extérieur de ses frontières. C'est ainsi qu'il s'est attaché à maintenir et à promouvoir l'amitié avec ses voisins les plus

immédiats, à développer des rapports étroits avec de nombreux autres Etats.»¹²

Omar Bongo Ondimba comprend immédiatement qu'un changement d'époque s'amorce et que le statut quo ou un retour en arrière sont impossibles. Il faut ouvrir un dialogue avec les forces politiques d'opposition et les acteurs de la société civile. Il ne faut ménager aucun effort pour préserver la paix sociale par les seules voies de la négociation et du dialogue direct. Cette culture de la gestion des différends n'est pas qu'une posture de circonstance chez Omar Bongo Ondimba. Elle est inscrite au cœur même de sa philosophie politique, comme en témoigne la devise du Parti Démocratique Gabonais (PDG) qu'il fonde en 1968, un an seulement après son arrivée au pouvoir : «Dialogue-Tolérance-Paix». Pour Jean Ping, cette devise inspire chez Omar Bongo Ondimba la gestion des différends tant à l'intérieur qu'à l'extérieur des frontières du Gabon.

«Lorsqu'il crée, le 12 Mars 1968, le Parti Démocratique Gabonais (...) le Président Bongo lui donne pour devise "Dialogue-Tolérance-Paix". Il y a là tout un programme, en même temps qu'un acte de foi, qui place son espérance politique dans la paix. Ces valeurs de tolérance, de dialogue et de participation qui guideront son action à la tête de l'Etat Gabonais l'amèneront à préférer très souvent la main tendue aux anathèmes et à l'exclusion. Ils constitueront non seulement le ciment de l'unité nationale en construction mais aussi le gage de la paix dans la mesure où il est admis que ce sont le refus du dialogue, la peur et la haine qui sont le plus souvent à l'origine des conflits armés»¹³.

¹² Jean Ping, Mondialisation, Paix, Démocratie et Développement en Afrique : l'expérience gabonaise, Harmattan, Paris, PP. 14-15

¹³ Ibid. P.21

Mais la générosité des principes en politique doit être éprouvée au contact de la réalité historique, mouvante et imprévisible par essence. Tous les partis politiques au monde se prévalent de principes dont l'humanisme affiché - s'il fallait s'en tenir aux mots et aux constructions idéologiques sophistiquées qu'ils promeuvent - aurait fait des enfers des paradis.

Durant plus de 20 ans, avant l'instauration du multipartisme, dans le cadre consensuel du parti unique, Omar Bongo Ondimba a gouverné un Gabon apaisé où les querelles et l'expression des différends ne débordaient pas des enceintes feutrées du Parti Démocratique Gabonais ou du Palais de la Rénovation. Avec l'avènement du pluralisme politique, ce ne sera plus le cas. Le «combat» politique est désormais dans la rue. C'est sur ce terrain périlleux et propice à toutes les démesures, sans bornes ni éthique de la responsabilité, que le chef de l'Etat gabonais, souligne Jean Ping, verra ses qualités d'homme d'Etat et de Paix rudement mises à l'épreuve mais confortées.

«(...) En mai 1990 par exemple, à la suite de la mort, dans des circonstances non élucidées, de Joseph Rendjambe, Secrétaire Général du Parti Gabonais du progrès (P.G.P.), des émeutes éclatèrent à Libreville et à Port Gentil. Certains biens de l'Etat, du Président Bongo et de ses proches, furent incendiés. Plutôt que d'ordonner la répression comme le lui recommandaient vivement certains, le Président Bongo laissa faire, comme le confirmera d'ailleurs le Général Idriss Ngari, alors Chef d'Etat-Major de l'Armée gabonaise: "ordre a été donné de ne pas faire couler le sang. L'armée, la gendarmerie et la police gabonaises ont pour mission de rétablir l'ordre en allant négocier et en étant patientes avec les manifestants". Outrés par cette attitude jugée "passive", certains mécontents décidèrent alors de riposter et de contre-attaquer; une incursion punitive organisée par des habitants du quartier Akébé peuplé en majorité d'Altogovéens (ressortissants du Haut-Augoué) contre le domicile de Maître Pierre-Louis Agondjo-Okawe, siège du P.G.P., sis au quartier frontalier de Likouala, fut décidée. Alertés, les militants du

P.G.P. en majorité Myènés et Punus organisèrent le plan de défense de leur Q.G. et de leur Président. Tous les ingrédients explosifs du début d'un conflit à caractère inter-ethnique étaient réunis. C'est alors que le Président Bongo, conscient de la gravité de la situation, décida de descendre lui-même sur le terrain des "opérations", accompagné de ses propres enfants, pour s'interposer personnellement entre les protagonistes et exhorter ses partisans furieux à ne pas recourir à la menace et à l'emploi de la violence. Le pire fut ainsi évité de justesse»¹⁴.

De 1990 jusqu'à la signature des «Accords de Paris»¹⁵, le Gabon d'Omar Bongo Ondimba aura été en proie à des secousses sociopolitiques multiformes. A de nombreuses reprises, l'intégrité et la stabilité du pays ont été durement mises à mal. Anathèmes, injures, provocations, attaques *ad hominem* n'ont pas éloigné Omar Bongo Ondimba du sens de l'Etat et de l'intérêt supérieur de la nation gabonaise. Il négociera l'apaisement et la concorde, relève Jean Ping, avec pour seuls outils le dialogue et la tolérance, et invitera ses adversaires les plus résolus à s'asseoir autour de la même table pour construire ensemble le Gabon.

« (...) En décembre 1993, à l'issue des contestations des résultats de l'élection présidentielle, la tension politique et sociale du pays monta au point qu'on en arriva à des "échauffourées" très inhabituelles qui causèrent morts d'hommes en février 1994. La confrontation politique se mua alors en confrontation physique. Consciente des graves risques encourus par le pays, et

¹⁴ Ibid. PP.22-23

¹⁵ Cet accord politique entre le parti au pouvoir et l'opposition fait suite à la contestation violente par l'opposition gabonaise de la réélection d'Omar Bongo Ondimba en 1993. Des réformes sont actées, de nouvelles institutions sont créées et un gouvernement d'unité nationale permettra de ramener la paix dans le pays.